



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 10 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
32

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 1126. Περί κυρώσεως τῆς εἰς Παρίσιους τὴν 23ην
Νοεμβρίου 1972 ὑπογραφείσης Διεθνούς Συνθέσεως
διὰ τὴν προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς
καὶ Φυσικῆς κληρονομίας. 1
- N. 1127. Περί κυρώσεως τῆς εἰς Λονδίνον τὴν 6ην Μαΐου
1969 ὑπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συνθέσεως διὰ τὴν
προστασίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας. ... 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1126

*Περί κυρώσεως τῆς εἰς Παρίσιους τὴν 23ην Νοεμβρίου
1972 ὑπογραφείσης Διεθνούς Συνθέσεως διὰ τὴν προ-
στασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς
κληρονομίας.*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Παρίσιους τὴν 23ην
Νοεμβρίου 1972 ὑπογραφείσα Διεθνὴς Σύμβασις διὰ τὴν προ-
στασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς κληρο-
νομίας τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλ-
λικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει
ὡς ἀκολουθῶς:

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

Constatant que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables,

Considérant que la dégradation ou la disparition d'un bien patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

Considérant que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent.

Considérant que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'Etat intéressé la complètera efficacement,

Considérant qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organise d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes.

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

Adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

I. DEFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 1

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine» culturel.

les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle

exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science.,

les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

Article 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine naturel» :

les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

Article 3

Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 4

Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique et technique.

Article 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les Etats parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible :

(a) d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes des planification générale ;

(b) d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent ;

(c) de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel ;

(d) de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine ; et

(e) de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

Article 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévue par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les Etats parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'Etat sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Chacun des Etats parties à la présente convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres Etats parties à cette convention.

Article 7

Aux fins de la présente convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les Etats parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé «le Comité du patrimoine mondial». Il est composé de 15 Etats parties à la convention, élus par les Etats parties à la convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 Etats.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des Etats parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

Article 9

1. Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

Article 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

Article 11

1. Chacun des Etats parties à la présente convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2. Sur la base des inventaires soumis par les Etats en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de «liste du patrimoine mondial», une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de «liste du patrimoine mondial en péril», une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels des grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7. Le Comité, avec l'accord des Etats intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

Article 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

Article 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant, la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine

mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des Etats sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en oeuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

Article 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

IV. FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 15

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé «Le Fonds du patrimoine mondial».

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

(a) les contributions obligatoires et les contributions volontaires des Etats parties à la présente convention ;

(b) les versements, dons ou legs que pourront faire :

(i) d'autres Etats,

(ii) l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d' autres organisations intergouvernementales,

(iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et

(e) toutes autres ressources autorisées par le règlement qu' élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d' assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu' aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu' à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en oeuvre de ce programme ou l' exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d' aucune condition politique.

Article 16

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les Etats parties à la présente convention s' engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l' assemblée générale des Etats parties à la convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Cette décision de l' assemblée générale requiert la majorité des Etats parties présents et votants qui n' ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des Etats parties à la convention ne pourra dépasser 1 % de sa contribution au budget ordinaire de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

2. Toutefois, tout Etat visé à l' article 32 de la présente convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d' acceptation ou d' adhésion, déclarer qu' il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe (1) du présent article.

3. Un Etat partie à la convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe (2) du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n' aura d' effet sur la contribution obligatoire due par cet Etat qu' à partir de la date de l' assemblée générale des Etats parties qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d' une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux contributions qu' ils auraient dû verser s' ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire et ce qui concerne l' année en cours et l' année civile qui l' a immédiatement précédée, n' est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s' appliquant pas lors de la pre-

mière élection. Le mandat d' un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l' article 8, paragraphe 1, de la présente convention.

Article 17

Les Etats parties à la présente convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d' associations nationales publiques et privées ayant pour but d' encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

Article 18

Les Etats parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

V. CONDITIONS ET MODALITÉS DE L' ASSISTANCE INTERNATIONALE

Article 19

Tout Etat partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d' information et les documents prévus à l' article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

Article 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l' article 13 de l' alinéa (c) de l' article 22, et de l' article 23, l' assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu' à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l' une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l' article 11.

Article 21

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d' examen des demandes d' assistance internationale qu' il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l' opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l' Etat demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent chaque fois que possible, s' appuyer sur l' avis d' experts.

2. En raison des travaux qu' il peut y avoir lieu d' entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d' urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d' un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu' il juge nécessaires.

Article 22

L' assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes :

(a) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention ;

(b) mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé ;

(c) formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel ;

(d) fourniture de l'équipement que l'Etat intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquiescer ;

(e) prêts à faible intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme ;

(f) octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

Article 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

Article 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique, détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'Etat intéressé.

Article 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'Etat qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

Article 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'Etat bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente convention. Il incombe à l'Etat qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

VI. PROGRAMMES EDUCATIFS

Article 27

1. Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

Article 28

Les Etats parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

VII. RAPPORTS

Article 29

1. Les Etats parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. CLAUSES FINALES

Article 30

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

Article 31

1. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 33

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 34

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire :

(a) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

(b) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons.

Article 35

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'Etat dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

Article 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

Article 37

1. La présente convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

Article 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΗΣ ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΥ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

Ἡ Γενική Διάταξις τῆς Ὁργάνωσης τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὴν μόρφωσιν, συνελθούσα ἐν Παρισίοις ἀπὸ 17ης Ὀκτωβρίου μέχρι 21ης Νοεμβρίου 1972, κατὰ τὴν δεκάτην ἐβδόμην σύνοδόν της,

Ἰσχυρίζεται ὅτι ἡ πολιτιστικὴ κληρονομία καὶ ἡ φυσικὴ κληρονομία ἀπειλοῦνται ὁλοκλήρως περισσότερον μὲ καταστροφὴν ὅχι μόνον ἀπὸ τὰς συνήθεις αἰτίας φθορᾶς ἀλλὰ καὶ ἀπὸ τὴν ἐξέλιξιν τῆς κοινωνικῆς καὶ οἰκονομικῆς ζωῆς, ἡ ὁποία ἐπιδεινώνει τὴν κατὰστασιν μὲ φαινόμενα ἀπειλοῦντα ἔτι πλέον μὲ ἀλλοιώσεις καὶ καταστροφάς,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ φθορὰ ἢ ἡ ἐξαφάνισις ἀγαθοῦ τινος τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας καθιστᾷ ὀλεθρίως πτωχότεραν τὴν κληρονομίαν ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ προστασία τῆς ἐν λόγω κληρονομίας εἰς τὴν ἐθνικὴν ἐκπαίδευσιν παραμένει συχνὰ ἀτελής λόγω τῆς πολυπλοπότητος τῶν μέσων τὰ ὁποῖα ἀπαιτεῖ καὶ τῆς ἀνεπαρκείας τῶν οἰκονομικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν πόρων τῆς χώρας εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ὁποίας εὐρίσκεται τὸ πρὸς διαφύλαξιν ἀγαθόν,

Υπομνηστικῶς ὅτι ἡ συστατικὴ πρᾶξις τῆς Ὁργάνωσης προβλέπει ὅτι αὕτη θὰ ὑποστηρίξῃ, προαγάγῃ καὶ διαδώσῃ τὴν γνῶσιν, ἐξασφαλίζουσα τὴν συντήρησιν καὶ τὴν προστασίαν τῆς παγκοσμίου κληρονομίας καὶ συνιστῶσα εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους λαοὺς καταλλήλους διεθνεῖς συμβάσεις,

Θεωροῦσα ὅτι αἱ ὑφιστάμεναι διεθνεῖς συμβάσεις, συστάσεις καὶ ἀποφάσεις περὶ τῶν πολιτιστικῶν καὶ φυσικῶν ἀγαθῶν καταδεικνύουν τὴν σημασίαν, δι' ὅλους τοὺς λαοὺς τοῦ κόσμου, τῆς διαφύλαξος τῶν ἐν λόγω μοναδικῶν καὶ ἀντικαταστάτων ἀγαθῶν εἰς οἷονδήποτε λαὸν καὶ ἂν ταῦτα ἀνήκουν,

Θεωροῦσα ὅτι ὠριμένα ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας παρουσιάζουν ἐξαιρετικὸν ἐνδιαφέρον ὅπερ καθιστᾷ ἀναγκαίαν τὴν περιφρουρήσιν των ὡς στοιχείον τῆς παγκοσμίου κληρονομίας ὁλοκληροῦ τῆς ἀνθρωπότητος,

Θεωροῦσα ὅτι ἐνώπιον τῆς πολυπλοπότητος καὶ σοβαρότητος τῶν νέων κινδύνων οἱ ὁποῖοι τὰ ἀπειλοῦν, ἡ διεθνὴς κοινότης, ἐν τῇ συνόλῳ της, ὀφείλει νὰ μετᾷσῃ εἰς τὴν προστασίαν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, διὰ τῆς παροχῆς συλλογικῆς ἀρωγῆς ἢ ὁποῖα χωρὶς νὰ ὑποκαθιστᾷ τὴν δράσιν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους θὰ τὴν συμπληρώσῃ ἀποτελεσματικῶς,

Θεωροῦσα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ υἱοθετηθῶν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν νέαι συμβατικαὶ διατάξεις καθιερούσαι ἀποτελεσματικὸν σύστημα συλλογικῆς προστασίας τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας ὀργανούμενον ἐπὶ μονίμου ἐάσεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς συγχρόνους ἐπιστημονικὰς μεθόδους,

ἔχουσα ἀποφασίσαι κατὰ τὴν δεκάτην ἑκτὴν σύνοδόν της ὅτι τὸ θέμα αὐτὸ θὰ ἀπετέλῃ τὸ ἀντικείμενον διεθνούς Συμβάσεως.

Υἱοθετεῖ, σήμερον δεκάτην ἑκτὴν Νοεμβρίου 1972 τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ι. Ὅρισμοὶ τῆς Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς «πολιτιστικὴ κληρονομία»,

μνημεῖα: ἀρχιτεκτονικὰ ἔργα, σημαντικὰ ἔργα γλυπτικῆς καὶ ζωγραφικῆς, ἔργα ἢ κατασκευαὶ ἀρχαιολογικοῦ χαρακτήρος, ἐπιγραφαί, σπήλαια καὶ σύνολα ἔργων παγκοσμίου ἀξίας ἀπὸ τῆς ἀπόψεως τῆς ἱστορίας, τῆς τέχνης ἢ τῆς ἐπιστήμης,

σύνολα οἰκοδομημάτων: ὁμάδες κτιρίων μεμονωμένων ἢ ἐνοτήτων (οἰκισμῶν) τὰ ὁποῖα, λόγω τῆς ἀρχιτεκτονικῆς των,

της ομοιογενείας των ή της θέσεώς των, έχουν παγκόσμιον αξίαν από της απόψεως της ιστορίας, της τέχνης ή της επιστήμης.

τοπία: έργα του ανθρώπου ή συνδυασμός έργων του ανθρώπου και της φύσεως, καθώς και εκτάσεις περιλαμβανομένων και των αρχαιολογικών χώρων οι οποίαι έχουν παγκόσμιον αξίαν από απόψεως ιστορικής, αισθητικής, εθνολογικής και ανθρωπολογικής.

"Αρθρον 2.

Διά τους σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως θεωρούνται ως «φυσική κληρονομία»

φυσικά μνημεία αποτελούμενα από φυσικούς ή βιολογικούς σχηματισμούς ή από ομάδας τοιούτων σχηματισμών παγκοσμίου αξίας από απόψεως αισθητικής ή επιστημονικής,

γεωλογικοί και φυσιογραφικοί σχηματισμοί και ακριβώς καθωρισμένοι εκτάσεις αποτελούσαι την κατοικίαν απειλούμενων ζωικών και φυτικών ειδών, παγκοσμίου αξίας από απόψεως επιστήμης ή ανάγκης διατηρήσεως.

φυσικά τοπία ή ακριβώς καθωρισμένοι φυσικά εκτάσεις παγκοσμίου αξίας από απόψεως επιστήμης, ανάγκης διατηρήσεως ή φυσικού κάλλους.

"Αρθρον 3.

"Εκαστον Κράτος Μέλος της παρούσης Συμβάσεως οφείλει να προσδιορίση και απεικονίση τα διάφορα άγαθα τα οποία κείνται επί του εδάφους του και αναφέρονται εις τα άνωτέρω άρθρα 1 και 2.

II. Εθνική προστασία και διεθνής προστασία της Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομίας.

"Αρθρον 4.

"Εκαστον των Κρατών Μελών της παρούσης Συμβάσεως άναγνωρίζει ότι ή υποχρέωσις όπως πραγματοποιηθῇ ο προσδιορισμός, ή προστασία, ή συντήρησις, ή αξιοποίησις και ή μεταβίβασις εις τας μελλούσας γενεάς της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας της άναφερομένης εις τα άρθρα 1 και 2 και κειμένης επί του εδάφους του άνήκει εις αυτό κατά κύριον λόγον. Θα κάνη ὅ,τι εἶναι δυνατόν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, μέχρι τοῦ μεγίστου ὁρίου τῶν διαθεσίμων πόρων του καί, ἐνδεχομένως, μέτῳ οἰασθήποτε διεθνούς συνδρομῆς και συνεργασίας, τὰς ὁποίας δύναται νὰ ἐπιτύχῃ, συγκεκριμένως ἐπὶ οἰκονομικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ τεχνικοῦ πεδίου.

"Αρθρον 5.

Διά νά ἐξασφαλισθῇ ή κατά τὸ δυνατόν ἀποτελεσματικώτερα προστασία καὶ συντήρησις καὶ ή πλέον δραστηρία αξιοποίησις της πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας της κειμένης ἐπὶ τοῦ εδάφους των καὶ ὑπὸ τὰς καταλλήλους δι' ἐκάστην χώραν συνθήκας, τὰ Κράτη Μέλῃ της παρούσης Συμβάσεως θὰ προσπαθῶσιν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατόυ:

α) νὰ υἱοθετήσουν γενικὴν πολιτικὴν ἀποσκοποῦσαν εἰς τὸ νὰ δώσουν εἰς τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν λειτουργικότητά τινα εἰς τὰ πλαίσια της κοινωνικῆς ζωῆς καὶ νὰ ἐντάξουν τὴν προστασίαν της ἐν λόγῳ κληρονομίας εἰς τὰ σχέδια γενικοῦ προγραμματισμοῦ,

β) νὰ ἰδρῶσιν ἐπὶ τοῦ εδάφους των, ἐφ' ὅταν δὲν ὑφίστανται, μίαν ή περισσοτέρας ὑπηρεσίας, διὰ τὴν προστασίαν, συντήρησιν καὶ αξιοποίησιν της πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ἐφωδιασμένους μὲ κατάλληλον προσωπικὸν καὶ διαθέτουσας μέτρα ἐπιτρέποντα νὰ ἐκπληρώσουν τὰ καθήκοντα τὰ ὁποία ἀνατίθενται εἰς αὐτάς,

γ) νὰ ἀναπτύξουν τὰς μελέτας καὶ τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ τεχνικὰς ἐρεῦνας καὶ νὰ τελειοποιήσουν τὰς μεθόδους παρεμβάσεως αἱ ὁποίαι ἐπιτρέπουν εἰς ἓν Κράτος νὰ ἀντιμετωπίσῃ τοὺς κινδύνους πού ἀπειλοῦν τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν τοῦ κληρονομίαν.

δ) νὰ λάβουν τὰ κατάλληλα νομικά, ἐπιστημονικά, τεχνικά, διοικητικά καὶ οἰκονομικά μέτρα διὰ τὸν προσδιορισμὸν, προστασίαν, συντήρησιν, αξιοποίησιν καὶ ἐπανόρθωσιν της ἐν λόγῳ κληρονομίας καὶ

ε) νὰ διευκολύνουν τὴν δημιουργίαν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν ἐθνικῶν ή περιφερειακῶν κέντρων ἐκπαιδεύσεως εἰς τὸ πεδίον της προστασίας, συντηρήσεως καὶ αξιοποιήσεως της πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἐπιστημονικὴν ἐρευναν εἰς τὸ ἐν λόγῳ πεδίου.

"Αρθρον 6.

1. Παραμενοῦντες πλήρως σεβαστῆς της κυριαρχίας τῶν Κρατῶν ἐπὶ τοῦ εδάφους τῶν ὁποίων κείται ή πολιτιστικὴ καὶ φυσικὴ κληρονομία ή ἀναφερομένη εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 καὶ ἐπιφυλασσομένων τῶν ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ της ἐθνικῆς νομοθεσίας ἐπὶ της ρηθείσεως κληρονομίας, τὰ Κράτη Μέλῃ της παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι αὕτη ἀποτελεῖ παγκόσμιον κληρονομίαν εἰς τὴν προστασίαν της ὁποίας ἅπαντα ή διεθνῆς κοινότης ἔχει τὸ καθήκον νὰ συμπράττῃ.

2. Τὰ Κράτη Μέλῃ ἀναλαμβάνουν συνεπῶς τὴν ὑποχρέωσιν καὶ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως νὰ εἰσφέρουν τὴν συνδρομὴν των διὰ τὸν προσδιορισμὸν, προστασίαν, συντήρησιν καὶ αξιοποίησιν της πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας της ἀναφερομένης εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ άρθρου 11 ἐὰν τὰ Κράτη ἐπὶ τοῦ εδάφους τῶν ὁποίων κείται αὕτη τὸ ζητήσουν.

3. "Εκαστον τῶν Κρατῶν Μελῶν της παρούσης Συμβάσεως ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ λάθῃ ήθελημένως οἰονδήποτε μέτρον δυνάμενον νὰ παραβλάψῃ ἀμέσως ή ἐμμέσως τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τὴν κειμένην ἐπὶ τοῦ εδάφους ἐτέρων Κρατῶν Μελῶν της παρούσης Συμβάσεως.

"Αρθρον 7.

Διά τοὺς σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως, διὰ τοῦ ὅρου διεθνῆς προστασία της παγκοσμίου πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας νοεῖται ή καθιέρωσις συστήματος διεθνούς συμπεράξεως καὶ συνδρομῆς μὲ τὰς ὁποίας ἐπιδιώκεται νὰ βοηθηθοῦν τὰ Κράτη Μέλῃ της παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προσπάθειάς αὐς ἀναπτύσσων διὰ νὰ περιφρουρήσουν καὶ προσδιορίσουν τὴν ἐν λόγῳ κληρονομίαν.

III. Διακυβερνητικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Προστασίαν της Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

"Αρθρον 8.

1. Ἰδρύεται παρὰ τῇ Ὁργανώσει τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν Διακυβερνητικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Προστασίαν της Παγκοσμίου Ἀξίας Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας ἀποκαλούμενη «Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας». Αὕτη ἀαρτίζεται ἐκ 15 Κρατῶν Μελῶν της Συμβάσεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν της Συμβάσεως, συνεργχομένων εἰς γενικὴν συνέλευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τακτικῶν συνόδων της Γενικῆς Διασκεύσεως της Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ὁ ἀριθμὸς τῶν Κρατῶν Μελῶν της Ἐπιτροπῆς θὰ ἀνέλθῃ εἰς 21 ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ της τακτικῆς συνόδου της Γενικῆς Διασκεύσεως ἥτις θὰ ἔπεται της θέσεως ἐν ἰσχύι της παρούσης Συμβάσεως ἀπὸ 40 τοῦλάχιστον Κράτη.

2. Ἡ ἐκλογὴ τῶν μελῶν της Ἐπιτροπῆς πρέπει νὰ διασφαλίζῃ ἀκριβοδικαίαν ἐκπροσώπησιν τῶν διαφόρων περιούχων καὶ πολιτιστικῶν ἀξιών τοῦ κόσμου.

3. Παρίστανται εἰς τὰς Συνεδριάσεις της Ἐπιτροπῆς μὲ συμβουλευτικὴν ψῆφον εἰς ἐκπρόσωπος τοῦ Διεθνoῦς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν καὶ ἀποκατάστασιν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), εἰς ἐκπρόσωπος τοῦ Διεθνoῦς Συμβουλίου Μνημείων καὶ Τοπίων (ICOMOS) καὶ εἰς ἐκπρόσωπος της Διεθνoῦς Ἐνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν της Φύσεως καὶ τῶν Φυσικῶν Πόρων (IUCN), εἰς τοὺς ὁποίους δύνανται νὰ προστεθοῦν, τῇ αἰτήσῃ τῶν Κρατῶν Μελῶν της Συμβάσεως, συνεργχομένων εἰς γενικὴν συνέλευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τακτικῶν συνόδων της Γενικῆς Διασκεύσεως της Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, ἐκπρόσωποι

ἄλλων διακυβερνητικῶν ἢ μὴ κυβερνητικῶν ὁργανώσεων, ἔχουσιν παρομοίους ἀντικειμενικούς σκοπούς.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ θητεία τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς Παγκοσμίου Κληρονομίας ἄρχεται ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν μέχρι τοῦ τέλους τῆς ἐπομένης τρίτης τακτικῆς συνόδου τῆς.

2. Ἐν τούτοις, ἡ θητεία τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν ὁρισθέντων μελῶν θὰ τερματισθῇ κατὰ τὸ τέλος τῆς πρώτης τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως ἣτις ἐπιτελεῖται ἐκείνης κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν καὶ ἡ θητεία ἑνὸς ἐπίσης τρίτου τῶν κατὰ τὸν αὐτὸν χρόνον ὁρισθέντων μελῶν, θὰ τερματισθῇ κατὰ τὸ τέλος τῆς δευτέρας τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως ἣτις ἐπιτελεῖται ἐκείνης κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν.

Τὰ ὀνόματα τῶν ἐν λόγῳ μελῶν θὰ κληροῦνται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως μετὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν.

3. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιλέγουν διὰ τὴν ἐκπροσώπησιν των πρόσωπα κατέχοντα τὰ θέματα τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας ἐγκρίνει τὸν ἐσωτερικὸν τῆς κανονισμόν.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνεδριάσεις της δημοσίους ἢ ἰδιωτικούς ὁργανισμούς καθὼς καὶ ἰδιώτας, διὰ νὰ τοὺς συμβουλευθῇ ἐπὶ ὀρισμένων θεμάτων.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἰδρύσῃ τὰ συμβουλευτικὰ ὄργανα τὰ ὁποῖα θεωρεῖ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τοῦ ἔργου της.

Ἄρθρον 11.

1. Ἐκστὸν τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποβάλλει, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Παγκοσμίου Κληρονομίας ἀπογραφὴν τῶν ἀγαθῶν τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, τῶν κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ καὶ δεκτικῶν ἐγγραφῆς εἰς τὸν κατάλογον τὸν προβλεπόμενον εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ ἀπογραφὴ αὕτη, ἡ ὁποία δὲν θεωρεῖται περιοριστικὴ, πρέπει νὰ συνοδεύεται ἀπὸ ἐπεξηγηματικὰ στοιχεῖα ὡς πρὸς τὸν τόπον τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἀγαθῶν καὶ τὸ ἐνδιαφέρον τὸ ὁποῖον παρουσιάζουν.

2. Ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀπογραφῶν τῶν υποβαλλομένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1, ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει, ἐνημερώνει καὶ θέτει εἰς κυκλοφορίαν ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν «Κατάλογος Παγκοσμίου Κληρονομίας», κατάλογον τῶν ἀγαθῶν τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ὡς αὐταὶ καθορίζονται εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰς ὁποίας θεωρεῖ ὡς ἔχουσας παγκόσμιον ἀξίαν συμφώνως πρὸς τὰ κριτήρια τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ θεσπίσει. Ἐνημερωμένη ἔκδοσις τοῦ καταλόγου θὰ πρέπει νὰ τίθεται εἰς κυκλοφορίαν ἀνὰ διετίαν τοῦλάχιστον.

3. Ἡ ἐγγραφὴ ἀγαθοῦ τινος εἰς τὸν κατάλογον τῆς παγκοσμίου κληρονομίας δὲν θὰ λαμβάνῃ χώραν εἰμὴ μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους. Ἡ ἐγγραφὴ ἀγαθοῦ κειμένου ἐπὶ ἐδάφους τινὸς καὶ συνιστάμενος ἀντικείμενον διεκδικήσεως κυριαρχίας ἢ δικαιοσύνης ἐκ μέρους περισσοτέρων Κρατῶν κατ' οὐδὲν προδικάζει τὰ δικαιώματα τῶν ἐν διενέξει μελῶν.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει, ἐνημερώνει καὶ θέτει εἰς κυκλοφορίαν, ὡσάκις αἱ περιστάσεις τὸ ἀπαιτοῦν, ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν «Κατάλογος τῆς ἐν Κινδύνῳ Παγκοσμίου Κληρονομίας», κατάλογον τῶν ἀγαθῶν τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὸν Κατάλογον Παγκοσμίου Κληρονομίας διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν ὁποίων ἀπαιτοῦνται μεγάλα προσπάθειαι καὶ διὰ τὰ ὁποῖα ἐξητήθη συνδρομὴ κατὰ τοὺς δρους τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ὁ κατάλογος αὗτος θὰ περιλαμβάνῃ ἐκτίμησιν τοῦ κόστους τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν. Εἰς τὸν κατάλογον δύναται νὰ περιλη-

φθῶν μόνον τὰ ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τὰ ὁποῖα ἀπειλοῦνται ἀπὸ σοβαροὺς καὶ συγκεκριμένους κινδύνους, ὡς εἶναι ἡ ἀπειλὴ ἐξαφανίσεως ὀφειλομένη εἰς ἐπιταχυνομένην φθοράν, σχέδια μεγάλων θημῶν ἢ ἰδιωτικῶν ἔργων ἢ ταχεῖα πολεοδομικὴ ἢ τουριστικὴ ἀνάπτυξις κατὰ στροφή ὀφειλομένη εἰς μεταβολὰς χρησιμοποιοῦσας ἢ κυριότητος τῆς γῆς· ἐκθεταὶ ἀλλοιώσεις ὀφειλόμεναι εἰς ἀγνώστους αἰτίας· ἐγκατάλειψις ἐξ οἰωνδῆποτε λόγων ἐνοπλοῦς σύγκρουσις ἀρξάμενη ἤδη ἢ τῆς ὁποίας ἀπειλεῖται ἐνῶρις· θεαμηνία καὶ κατακλυσμοί· μεγάλοι πυρκαϊαί, σεισμοί, κατολισθήσεις ἐδάφους· ἡς χιστεῖται καὶ ἐκρήξεις· μεταβολαὶ τῆς στάθμης τῶν ὑδάτων, πλυμύρραι καὶ παλιρροιακὰ ρεύματα. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, εἰς περίπτωσιν ἐπείγουσης ἀνάγκης, νὰ προβῇ εἰς νέαν ἐγγραφήν εἰς τὸν Κατάλογον τῆς ἐν Κινδύνῳ Παγκοσμίου Κληρονομίας καὶ νὰ δημοσιεύσῃ αὐτήν.

5. Ἡ Ἐπιτροπὴ καθορίζει τὰ κριτήρια βάσει τῶν ὁποίων ἀγαθὸν τι τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, δύναται νὰ ἐγγραφῇ εἰς τὸν ἕνα ἢ τὸν ἄλλον ἐκ τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

6. Πρὶν ἢ ἀπορρίψῃ αἴτησιν ἐγγραφῆς εἰς τὸν ἕνα ἐκ τῶν δύο καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Ἐπιτροπὴ συμβουλευέται τὸ Κράτος Μέλος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου καίτοι τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἀγαθὸν τῆς πολιτιστικῆς ἢ φυσικῆς κληρονομίας.

7. Ἡ Ἐπιτροπὴ, ἀπὸ συμφώνου μὲ τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη συντονίζει καὶ ἐνθαρρύνει τὰς ἀναγκαίας μελέτας καὶ ἐρεῦνας διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 12.

Τὸ γεγονός ὅτι ἀγαθὸν τι τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας δὲν ἐνεγράφη εἰς τὸν ἕνα ἢ τὸν ἄλλον ἐκ τῶν δύο καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11 κατ' οὐδένα τρόπον θὰ ἐσημαίνειν ὅτι δὲν ἔχει παγκόσμιον ἀξίαν διὰ σκοποὺς διαφόρους ἐκείνων οἱ ὁποῖοι προκύπτουν ἐκ τῆς ἐγγραφῆς εἰς τοὺς ἐν λόγῳ καταλόγους.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας λαμβάνει καὶ μελετᾷ τὰς αἰτήσεις διεθνούς συνδρομῆς τὰς υποβαλλομένας ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας τὰ εὑρισκόμενα εἰς τὸ ἔδαφός των, τὰ ὁποῖα ἀναγράφονται ἢ εἶναι δεκτικὰ ἐγγραφῆς εἰς τοὺς καταλόγους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 11. Αἱ αἰτήσεις αὗται δύναται νὰ ἔχουν ὡς ἀντικείμενον τὴν προστασίαν, συντήρησιν, ἀξιοποίησιν ἢ ἐπανόρθωσιν τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν.

2. Αἱ αἰτήσεις διεθνούς συνδρομῆς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται ἐπίσης νὰ ἔχουν ὡς ἀντικείμενον τὸν προσδιορισμὸν ἀγαθῶν τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας ὡς αὕτη ὀρίζεται εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2, ὡσάκις αἱ προκαταρκτικαὶ ἐρευναι κατέδειξαν ὅτι θὰ ἤξιζεν νὰ συνεχισθῶν.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποφατίζει περὶ τῆς συνεχείας, ἡ ὁποία θὰ δοθῇ εἰς τὰς αἰτήσεις αὐτάς, καθορίζει, ἐνδεχομένως, τὴν φύσιν καὶ τὸ ὕψος τῆς βοηθείας της καὶ ἐγκρίνει τὴν σύναψιν, ἐπ' ὀνόματί της, τῶν ἀπαιτούμενων συμφωνιῶν μετὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ ὀρίζει σειράν προτεραιότητος διὰ τὰς παρεμβάσεις της. Πράττει δὲ τοῦτο λαμβάνουσαν ὑπ' ὄψιν τὴν ἀντίστοιχον σπουδαιότητα τῶν πρὸς διαφύλαξιν ἀγαθῶν διὰ τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν παγκόσμιον κληρονομίαν, τὴν ἀνάγκην ὅπως ἐξαχρησθῇ ἡ διεθνὴς συνδρομὴ εἰς τὰ πλέον ἀντιπροσωπευτικὰ ἀγαθὰ τῆς φύσεως ἢ τῆς μεγαλοφυίας καὶ τῆς ἱστορίας τῶν λαῶν τοῦ κόσμου καὶ τὸ ἐπίγονον τῶν ἀναληφθησομένων ἐργασιῶν, τὸ μέγεθος τῶν πόρων τῶν Κρατῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων εὑρίσκονται τὰ ἀπειλούμενα ἀγαθὰ καὶ εἰδικώτερον τὸ μέτρον καθ' ὃ θὰ ἠδύναντο νὰ ἐξα-

σφαλίζουν την διαρύλαξιν των εν λόγω αγαθών δια των ιδίων αυτών μέτων.

5. Η Έπιτροπή κατάρτιζει, ενημερώνει και θέτει εις κυκλοφορίαν κατάλογον των αγαθών δια τὰ ὅποια παρεσχέθη διεθνὴς συνδρομή.

6. Η Έπιτροπή αποφασίζει περὶ τῆς χρησιμοποίησεως των πόρων τοῦ Ταμείου τοῦ δημιουργουμένου κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αναζητεῖ τὰ μέσα τῆς αὐξήσεως των πόρων του καὶ λαμβάνει οἰαδήποτε κατάλληλα πρὸς τοῦτο μέτρα.

7. Η Έπιτροπή συμπράττει με τὰς διεθνεῖς καὶ ἐθνικὰς Κυβερνητικὰς καὶ μὴ κυβερνητικὰς Ὁργανώσεις, τὰς ἐχούσας ἀντικειμενικούς σκοπούς παρομοίους πρὸς τοὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Διὰ τὴν ἐναρξιν των προγραμμάτων τῆς καὶ τὴν ἐκτέλεσιν των σχεδίων τῆς, ἡ Έπιτροπή δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν συνδρομὴν των Ὁργανώσεων τῆς, ἰδίως τοῦ Διεθνoῦς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν καὶ τὴν Ἀποκατάστασιν των Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), τοῦ Διεθνoῦς Συμβουλίου Μνημείων καὶ Τοπίων (ICOMOS) καὶ τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν τῆς Φύσεως καὶ των πόρων τῆς (IUCN) καθὼς καὶ ἄλλων Ὁργανισμῶν δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν ὡς καὶ ἰδιωτῶν.

8. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Έπιτροπῆς λαμβάνονται διὰ τῆς πλειοψηφίας των δύο τρίτων των παρόντων καὶ ψηφίζοντων μελῶν. Η ἀπαρτία σχηματίζεται διὰ τῆς πλειοψηφίας των μελῶν τῆς Έπιτροπῆς.

Ἄρθρον 14.

1. Η Έπιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομίας βοηθεῖται ἀπὸ γραμματεῖαν ὀριζομένην ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὁργανώσεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὁργανώσεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν χρησιμοποιοῦν ὅσον τὸ δυνατόν περισσότερον τὰς ὑπηρεσίας τοῦ Διεθνoῦς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν καὶ τὴν Ἀποκατάστασιν των Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), τοῦ Διεθνoῦς Συμβουλίου Μνημείων καὶ Τοπίων (ICOMOS) καὶ τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν τῆς Φύσεως καὶ των Πόρων τῆς (IUCN), εἰς τὰ πεδία των ἀντιστοιχῶν ἀρμοδιοτήτων των καὶ δυνατοτήτων των, συγκεντρώνει τὰ σχετικὰ ἔγγραφα διὰ τὴν ἐνημέρωσιν τῆς Έπιτροπῆς, προετοιμάζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν των συνεδριάσεων τῆς καὶ ἐξασφαλίζει τὴν ἐκτέλεσιν των ἀποφάσεων τῆς.

IV. Ταμεῖον διὰ τὴν Προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 15.

1. Ἰδρύεται Ταμεῖον διὰ τὴν Προστασίαν τῆς παγκοσμίου ἁξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, ἀποκαλούμενον «Ταμεῖον Παγκοσμίου Κληρονομίας».

2. Τὸ Ταμεῖον συνίσταται εἰς χρηματικὰς καταθέσεις, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ τῆς Ὁργανώσεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

3. Οἱ πόροι τοῦ Ταμείου σχηματίζονται ἐκ:

α) των ὑποχρεωτικῶν εἰσφορῶν καὶ των προαιρετικῶν εἰσφορῶν των Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως,

β) των καταβολῶν, δωρεῶν ἢ κληροδοσιῶν εἰς τὰς ὁποίας δύνανται νὰ προβοῦν:

i) ἄλλα Κράτη

ii) ἡ Ὁργάνωσις των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, αἱ ἄλλαι Ὁργανώσεις τοῦ συστήματος των Ἠνωμένων Ἐθνῶν, συγκεκριμένως τὸ Πρόγραμμα Ἀναπτύξεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἄλλαι διακυβερνητικαὶ ὁργανώσεις,

iii) δημόσιοι ἢ ἰδιωτικοὶ ὁργανισμοὶ ἢ ἰδιῶται

γ) των τόκων των ὀφειλομένων ἐπὶ των πόρων τοῦ Ταμείου,

δ) τοῦ προϊόντος των ἐράνων καὶ των εἰσπράξεων των εἰς ὄφελος τοῦ Ταμείου ὁργανομένου ἐκδηλώσεων,

ε) ἐξ οἰωνδήποτε ἄλλων προσόδων ἐγκεκριμένων ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ τὸν ὁποῖον ἤθελεν ἐπεξεργασθῇ ἡ Έπιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομίας.

4. Αἱ εἰσφοραὶ πρὸς τὸ Ταμεῖον καὶ αἱ λοιπαὶ μορφαὶ συνδρομῆς αἱ παρεχόμεναι πρὸς τὴν Έπιτροπὴν δὲν δύνανται νὰ διατεθοῦν εἰμὴ διὰ τοὺς παρ' αὐτῆς καθορισθέντας σκοπούς. Η Έπιτροπή δύναται νὰ δεχθῇ εἰσφοράς μὴ δυναμένας νὰ διατεθοῦν εἰμὴ δι' ὠρισμένον πρόγραμμα ἢ δι' ἰδιαίτερόν τι σχέδιον, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἐναρξὶς ἐφαρμογῆς τοῦ ἐν λόγω προγράμματος ἢ ἡ ἐκτέλεσις τοῦ ἐν λόγω σχεδίου θὰ ἔχῃ ἀποφασισθῇ ἀπὸ τὴν Έπιτροπὴν. Αἱ εἰσφοραὶ πρὸς τὸ Ταμεῖον δὲν δύνανται νὰ συνδυάζωνται με οἰωνδήποτε πολιτικόν ὅρον.

Ἄρθρον 16.

1. Ἐπιφυλασσομένης οἰασδήποτε προαιρετικῆς συμπληρωματικῆς εἰσφοράς τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναδέχονται τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταβάλλουν τακτικά, ἀνὰ διετίαν, εἰς τὸ Ταμεῖον Παγκοσμίου Κληρονομίας συνδρομὴν, τῆς ὁποίας τὸ ποσόν, ὑπολογιζόμενον βάσει ὁμοιομόρφου ποσοστοῦ ἐφαρμοστέου δι' ὅλα τὰ Κράτη, θὰ ἀποφασίζεται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως των Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνερχομένων κατὰ τὴν διάρκειαν των συνόδων τῆς Γενικῆς Διασκεφῆς τῆς Ὁργανώσεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Διὰ τὴν ἐν λόγω ἀπόφασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἀπαιτεῖται ἡ πλειοψηφία των παρόντων καὶ ψηφίζοντων Κρατῶν Μελῶν τὰ ὁποία δὲν ἔχουν προβῇ εἰς τὴν δήλωσιν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, ἡ ὑποχρεωτικὴ συνδρομὴ των Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ 1% τῆς συνδρομῆς του εἰς τὸν τακτικὸν προϋπολογισμόν τῆς Ὁργανώσεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

2. Ἐν τούτοις, κάθε Κράτος ἀναφερόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 31 ἢ εἰς τὸ ἄρθρον 32 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται κατὰ τὴν στιγμήν τῆς καταθέσεως των ὀργάνων του κυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν θὰ δεσμεύεται ἀπὸ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Κράτος Μέλος τῆς Συμβάσεως ἔχον προβῇ εἰς τὴν δήλωσιν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν νὰ ἀποσύρῃ τὴν ρηθείσαν δηλώσιν διὰ κοινοποίησεως πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὁργανώσεως των Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἐν τούτοις, ἡ ἀνάκλησις τῆς δηλώσεως δὲν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῆς ὑποχρεωτικῆς συνδρομῆς τῆς ὀφειλομένης ὑπὸ τοῦ ἐν λόγω Κράτους εἰμὴ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐπομένης Γενικῆς Συνελεύσεως των Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως.

4. Διὰ νὰ εἶναι ἡ Έπιτροπὴ εἰς θέσιν νὰ προγραμματίζῃ τὰς ἐργασίας τῆς κατὰ τρόπον ἀποτελεσματικόν αἱ συνδρομαὶ των Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως των ἐχόντων προβῇ εἰς τὴν δήλωσιν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, πρέπει νὰ καταβάλλωνται κανονικῶς ἀνὰ διετίαν τοῦλάχιστον καὶ δὲν θὰ ἔπρεπε νὰ εἶναι κατώτεροι των συνδρομῶν τὰς ὁποίας θὰ ὀφείλον νὰ καταβάλλουν εἰάν εἶχον δεσμευθῇ ἀπὸ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Κάθε Κράτος Μέλος τῆς Συμβάσεως τὸ ὁποῖον καθυστερεῖ τὴν πληρωμὴν τῆς ὑποχρεωτικῆς ἢ προαιρετικῆς συνδρομῆς του ὅσον ἀφορᾷ τὸ τρέχον ἔτος καὶ τὸ ἀμέσως προηγούμενον ἡμερολογιακὸν ἔτος, δὲν εἶναι ἐκλέξιμον εἰς τὴν Έπιτροπὴν τῆς Παγκοσμίου Κληρονομίας, τῆς διατάξεως τούτης μὴ ἐχούσης ἐφαρμογὴν κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν. Η θητεία τοιούτου τινὸς Κράτους, ἥδη μέλους τῆς Έπιτροπῆς, θὰ λήγῃ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκλογῆς τῆς προβλεπόμενης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 8, παράγραφος 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 17.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως μελετοῦν ἢ ἐνδιαφέρνουν τὴν ἰδρυσιν ἐθνικῶν, δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν, ἰδρυμάτων ἢ συλλόγων ἐχόντων ὡς σκοπὸν νὰ ἐνθαρρύνουν τὰς δι-

ρεάς υπέρ της προστασίας της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς της οριζομένης εις τὰ άρθρα 1 και 2 της παρούσης Συμβάσεως.

Άρθρον 18.

Τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως παρέχουν τὴν συνδρομὴν των εἰς τὰς διεθνεῖς ἐκστρατείας διεξαγωγῆς ἐράνων τὰς ὀργανουμένας πρὸς ὄφελος τοῦ Ταμείου Παγκοσμίου Κληρονομιάς ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἑκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Διευκολύνουν τοὺς ἐράνους τοὺς διεξαγόμενους διὰ τοὺς σκοποὺς αὐτοὺς διὰ τῶν ὀργανισμῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ άρθρου 15.

V. Ὅροι καὶ τρόποι τῆς Διεθνούς Συνδρομῆς.

Άρθρον 19.

Κάθε Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ζητήσῃ διεθνὴ συνδρομὴν ὑπὲρ ἀγαθῶν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς κειμένων εἰς τὸ ἔδαφός του. Εἰς τὴν αἴτησίν του πρέπει νὰ ἐπισυνάπτῃ τὰ πληροφοριακὰ στοιχεῖα καὶ τὰ ἔγγραφα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 21 τὰ ὁποῖα διαδέχεται καὶ τὰ ὁποῖα ἡ Ἐπιτροπὴ χρειάζεται διὰ νὰ λάβῃ τὴν ἀπόφασίν της.

Άρθρον 20.

Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ άρθρου 13, τοῦ ἐδαφίου (γ) τοῦ άρθρου 22 καὶ τοῦ άρθρου 23, ἡ διεθνὴς συνδρομὴ ἢ προβλεπόμενη ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν δύναται νὰ παρασχεθῇ εἰμὴ δι' ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς τὰ ὁποῖα ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς ἀπεφάνισεν ἢ ἀποφασίζει νὰ ἀναγράψῃ εἰς τὸν ἕνα ἐκ τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ άρθρου 11.

Άρθρον 21.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς ὀρίζει τὴν διαδικασίαν ἐξετάσεως τῶν αἰτήσεων διεθνούς συνδρομῆς, τὴν ὁποίαν καλεῖται νὰ χορηγήσῃ καὶ προσδιορίζει συγκεκριμένως τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ ἀναφέρονται εἰς τὴν αἴτησιν, ἣτις πρέπει νὰ περιγράφῃ τὴν σχεδουζομένην ἐνέργειαν, τὰς ἀναγκαῖας ἐργασίας, τὴν ἐκτίμησιν τοῦ κόστους των, τὸ ἐπείγον αὐτῶν καὶ τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποῖους οἱ πόροι τοῦ αἰτούντος Κράτους δὲν τοῦ ἐπιτρέπουν νὰ ἀντιμετωπίσῃ τὸ σύνολον τῆς δαπάνης. Αἱ αἰτήσεις πρέπει, ὡς αὐτὸ εἶναι ἐφικτόν, νὰ στηρίζονται ἐπὶ τῆς γνώμης ἐμπειρογνομόνων.

2. Λόγω τῶν ἔργων τὰ ὁποῖα θὰ πρέπει ἴσως νὰ ἀναληφθῶν ἄνευ χρονοτριβῆς, αἱ αἰτήσεις αἱ ἐπικαλούμεναι φυσικὰς θεομηνίας ἢ καταστροφὰς δέον νὰ ἐξετάζονται ἐπείγοντως καὶ κατὰ προτεραιότητα ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, τὸ ὁποῖον πρέπει νὰ διαθέτῃ ἀποθεματικὸν κεφάλαιον χρησιμοποιούμενον διὰ παρόμοια ἐνδεχόμενα.

3. Πρὶν ἢ λάβῃ ἀπόφασιν τινα, ἡ Ἐπιτροπὴ προβαίνει εἰς τὰς μελέτας καὶ ζητεῖ τὰς συμβουλὰς τὰς ὁποίας κρίνει ἀναγκαῖας.

Άρθρον 22.

Ἡ συνδρομὴ τῆς Ἐπιτροπῆς Παγκοσμίου Κληρονομιάς δύναται νὰ παρέχεται ὑπὸ τὰς κάτωθι μορφάς.

α) μελέται ἐπὶ τῶν καλλιτεχνικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προβλημάτων, τὰ ὁποῖα ἀνακύπτουν ἐκ τῆς προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς, ὡς αὕτη ὀρίζεται εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ άρθρου 11 τῆς παρούσης Συμβάσεως,

β) διάθεσις ἐμπειρογνομόνων, τεχνικῶν καὶ εἰδήμονος ἐργατικῶν προσωπικῶν διὰ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς καλῆς ἐκτελέσεως τοῦ ἐγκριθέντος σχεδίου,

γ) ἐξάσκησης προσωπικοῦ καὶ εἰδικῶν παντὸς ἐπιπέδου εἰς τὸν τομέα τοῦ προσδιορισμοῦ, προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς.

δ) προμήθεια τοῦ ἐξοπλισμοῦ τὸν ὁποῖον δὲν διαθέτει ἢ δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἀποκτήσῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος,

ε) δάνεια χαμηλότοκα ἢ ἄτοκα, τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξαφληθῶν μακροπρόθεσμως,

στ) παροχὴ εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καὶ δι' εἰδικούς λόγους, μὴ ἐπιστρεπτέων ἐπιχορηγήσεων.

Άρθρον 23.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς δύναται νὰ παράσχω διεθνὴ συνδρομὴν εἰς ἐθνικὰ ἢ περιφερειακὰ κέντρα καταρτίσεως εἰδικῶν παντὸς ἐπιπέδου εἰς τὸ πεδῖον τοῦ προσδιορισμοῦ, προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ τῆς ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς.

Άρθρον 24.

Λίαν σημαντικὴ διεθνὴς συνδρομὴ δὲν δύναται νὰ παρασχεθῇ εἰμὴ κατὰπιν λεπτομεροῦς ἐπιστημονικῆς, οἰκονομικῆς καὶ τεχνικῆς μελέτης. Ἡ μελέτη αὕτη πρέπει νὰ ἐπικαλεῖται τὰς πλέον προηγμένας τεχνικὰς μεθόδους προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς καὶ νὰ ἀνταποκρίνεται πρὸς τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ μελέτη πρέπει ὡσαύτως νὰ ἀναζητῇ τὰ μέσα ὀρθολογικῆς χρησιμοποίησεως τῶν διαθέσιμων πόρων ἐντὸς τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

Άρθρον 25.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἀναγκασιούτων ἔργων δὲν πρέπει, κατ' ἀρχὴν νὰ ἐπιβαρύνῃ εἰμὴ μερικῶς τὴν διεθνὴ κοινότητα. Ἡ συμμετογὴ τοῦ ἐπιφελομένου τῆς διεθνούς συνδρομῆς Κράτους πρέπει νὰ ἀποτελῇ οὐσιαστικὸν μέρος τῶν εἰσφερομένων ποσῶν δι' ἕκαστον πρόγραμμα ἢ σχέδιον, ἐκτὸς ἐὰν οἱ πόροι τοῦ δὲν τοῦ ἐπιτρέπουν.

Άρθρον 26.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς καὶ τὸ δικαιοῦχον Κράτος καθορίζουν εἰς τὴν συμφωνίαν τὴν ὁποίαν συνάπτουν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποῖους θὰ ἐκτελεσθῇ πρόγραμμά τι ἢ σχέδιον διὰ τὸ ὁποῖον χορηγεῖται διεθνὴς συνδρομὴ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως. Τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον λαμβάνει τὴν ἐν λόγω διεθνὴ συνδρομὴν ὀφείλει νὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ προστατεύῃ, συντηρῇ καὶ ἀξιοποιῇ τὰ οὕτω διαφυλαχθέντα ἀγαθὰ, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν τῇ συμφωνίᾳ ὀριζομένους ὅρους.

Άρθρον 27.

VI. Μορφωτικὰ Προγράμματα.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως προσπαθοῦν δι' ὅλων τῶν καταλλήλων μέσων, συγκεκριμένως διὰ προγραμμάτων μορφώσεως καὶ πληροφορήσεως, νὰ ἐνισχύσουν τὸν σεβασμὸν καὶ τὴν προσήλωσιν τῶν λαῶν των πρὸς τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν τὴν ὀριζομένην εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τῆς Συμβάσεως.

2. Ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ πληροφοροῦν εὐρέως τὸ κοινὸν περὶ τῶν κινδύνων οἱ ὁποῖοι ἐπικρέμονται ἐπὶ τῆς ἐν λόγω κληρονομιάς καὶ τῶν δραστηριοτήτων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἀναληφθῇ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Άρθρον 28.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ δεχόμενα διεθνὴ συνδρομὴν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ καταστήσουν γνωστὴν τὴν σημασίαν τῶν ἀγαθῶν τὰ ὁποῖα ὑπῆρξαν τὸ ἀντικείμενον τῆς συνδρομῆς αὐτῆς καὶ τὸν ρόλον τὸν ὁποῖον ἡ τελευταία αὕτη διεδραμάτισεν.

VII. Εκθέσεις.

Άρθρον 29.

1. Τὰ Κράτη Μέλη εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἀναφέρουν εἰς τὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας θὰ ὑποβάλλουν εἰς τὴν Γενικὴν Διάσκεψιν τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἑκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν κατὰ τὰς ἡμερομηνίας καὶ ὑπὸ τὸν τύπον τὸν ὁποῖον αὕτη ἠθέλει καθορίσει, τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς δια-

τάξεις και τα λοιπά μέτρα τα οποία θα έχουν υιοθετήσει δια την εφαρμογήν της Συμβάσεως, καθώς και την εμπειρίαν την οποίαν θα έχουν αποκτήσει εις τόν τομέα αυτόν.

2. Τών εν λόγω εκθέσεων θα λαμβάνη γνώσιν ή Επιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομιάς.

3. Η Επιτροπή υποβάλλει έκθεσιν επί τών δραστηριοτήτων της εις εκάστην τών τακτικών συνόδων της Γενικής Διασκέψεως της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνών δια την 'Εκπαίδευσιν, την 'Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

VIII. Τελικαί Διατάξεις.

*Άρθρον 30.

Η παρούσα Σύμβασις είναι διατυπωμένη εις την αραβικήν, αγγλικήν, γαλλικήν, ρωσικήν και ισπανικήν γλώσσαν, τών πέντε κειμένων ισχυόντων εξ ίσου.

*Άρθρον 31.

1. Η παρούσα Σύμβασις θα υποβληθῇ πρὸς επικύρωσιν ή αποδοχήν υπό τών Κρατῶν Μελῶν της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια την 'Εκπαίδευσιν, την 'Επιστήμην και την Μόρφωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς συνταγματικὰς τῶν διαδικασίας.

2. Τὰ ἔγγραφα επικυρώσεως ή αποδοχῆς θα κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια την 'Εκπαίδευσιν, την 'Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

*Άρθρον 32.

1. Εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια την 'Εκπαίδευσιν, την 'Επιστήμην και την Μόρφωσιν, καλούμενον νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτὴν υπό της Γενικῆς Διασκέψεως της 'Οργανώσεως.

2. Η προσχώρησις θα γίνῃ δια της καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια την 'Εκπαίδευσιν, την 'Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

*Άρθρον 33.

Η παρούσα Σύμβασις θα τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν της καταθέσεως τοῦ εἰκοστοῦ ὀργάνου επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως ἀλλὰ μόνον ἐναντι τῶν Κρατῶν τὰ ὁποῖα θα ἔχουν καταθέσει τὰ ἀντίστοιχα ὄργανά τῶν επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως κατὰ τὴν ἐν λόγω ἡμερομηνίαν ή προγενεστέρως. Δι' ἕκαστον ἄλλο Κράτος ή ἰσχύς της θα ἀρχεῖται τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τοῦ επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως.

*Άρθρον 34.

Αἱ κατωτέρω διατάξεις ἔχουν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν Κρατῶν Μελῶν της παρούσης Συμβάσεως τῶν ἐχόντων συνταγματικὸν σύστημα ὁμοσπονδιακὸν ή μὴ ἐνιαῖον,

α) ὅσον ἀφορᾷ τὰς διατάξεις της ἐν λόγω Συμβάσεως ή ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν της ὁμοσπονδιακῆς ή κεντρικῆς νομοθετικῆς ἐξουσίας, αἱ ὑπαρχώσεως της ὁμοσπονδιακῆς ή κεντρικῆς κυβερνήσεως θα εἶναι αἱ αὐταὶ μετὰ τῶν Κρατῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι ὁμοσπονδιακὰ Κράτη,

β) ὅσον ἀφορᾷ τὰς διατάξεις της ἐν λόγω Συμβάσεως ή ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν ἐνὸς ἐκαστοῦ τῶν Κρατῶν τῶν συνιστωμένων ἐκ χωρῶν, ἐπαρχιῶν ή καντονίων, τὰ ὁποῖα δυνάμει τοῦ συνταγματικοῦ συστήματος της ὁμοσπονδίας δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν νομοθετικὰ μέτρα, ή ὁμοσπονδιακὴ κυβέρνησις θα φέρῃ τὰς ρηθείσας διατάξεις ὁμοῦ μετὰ της εὐνοϊκῆς γνώμης της, εἰς γνώσιν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν Κρατῶν, χωρῶν, ἐπαρχιῶν ή καντονίων.

*Άρθρον 35.

1. Ἐκαστον Κράτος Μέλος της παρούσης Συμβάσεως θα ἔχῃ τὴν εὐχέρειαν νὰ καταγγεῖλῃ τὴν Σύμβασιν.

2. Η καταγγελία θα κοινοποιῇται δι' ἔγγραφου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ της 'Οργανώσεως τών

'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια τὴν 'Εκπαίδευσιν, τὴν 'Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν.

3. Η καταγγελία θα καθίσταται ἐνεργὸς 12 μῆνας μετὰ τὴν λήψιν τοῦ ἐγγράφου καταγγελίας. Αὕτη κατ' οὐδὲν θα τροποποιῇ τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τοῦ καταγγέλλοντος Κράτους μέχρι της ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν θα ἰσχύσῃ ή ἀποχώρησις.

*Άρθρον 36.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια τὴν 'Εκπαίδευσιν, τὴν 'Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν θα πληροφορῇ τὰ Κράτη Μέλῃ, τὰ Κράτη μὴ Μέλῃ της 'Οργανώσεως τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἀρθρον 32, καθώς και τὴν 'Οργάνωσιν τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, περὶ της καταθέσεως ὧν ἐγγράφων επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως τῶν ἀναφερόμενων εἰς τὰ ἀρθρα 31 και 32, ὡς και περὶ τῶν καταγγελιῶν τῶν προβλεπόμενων εἰς τὸ ἀρθρον 35.

*Άρθρον 37.

1. Η παρούσα Σύμβασις θα δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ υπό της Γενικῆς Διασκέψεως της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια τὴν 'Εκπαίδευσιν, τὴν 'Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν. Ἐν τούτοις, ή ἀναθεώρησις αὕτη θα δεσμεύῃ μόνον τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θα προσχωρήσουν εἰς τὴν ἀναθεωρημένην Σύμβασιν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ή Γενικὴ Διάσκεψις ἤθελεν υιοθετήσῃ νέαν Σύμβασιν ἀναθεωρουσαν ὀλικῶς ή μερικῶς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, τότε, ἐκτὸς ἐὰν ή νέα Σύμβασις ἤθελεν ἄλλως προβλέπει, ή παρούσα Σύμβασις θα ἔπαυε νὰ εἶναι δεκτικὴ επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως ἀπὸ της ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι της νέας ἀναθεωρημένης Συμβάσεως.

*Άρθρον 38.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ή παρούσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν τῇ αἰτήσῃ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια τὴν 'Εκπαίδευσιν, τὴν 'Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν.

*Άρθρον 39.

Ἐγένετο ἐν Παρίσι, σήμερον τὴν εἰκοστὴν τρίτην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1972, εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα φέροντα τὴν ὑπογραφήν τοῦ Προέδρου της Γενικῆς Διασκέψεως, συνελθούσης εἰς τὴν δεκάτην ἐβδόμην σύνοδόν της, και τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια τὴν 'Εκπαίδευσιν, τὴν 'Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν, τὰ ὁποῖα θα κατατεθοῦν εἰς τὰ ἀρχεῖα της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δια τὴν 'Εκπαίδευσιν, τὴν 'Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν και τῶν ὁποίων θεωρημένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα θα παραδοθοῦν εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἀρθρα 31 και 32 καθώς και εἰς τὰ 'Ηνωμένα Ἐθνη.

*Άρθρον δεύτερον.

Η ἰσχύς τοῦ παρόντος νόμου, ἀρχεῖται ἀπὸ της δημοσιεύσεώς του δια της 'Εφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς υπό της Βουλῆς και παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω δια της 'Εφημερίδος της Κυβερνήσεως και ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ **ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη και ἐτέθη ή μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1127

(2)

Περί νομοθέσεως της εις Αθηνάς την 6ην Μαΐου 1969
έγκρισης Εθνοπαϊκής Σύμβουσης δια την προστα-
σίαν της Αρχαιολογικής κληρονομίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υφιστάμενοι ομοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσταμεν:

Άρθρον πρώτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Αθηνάς την 6ην
Μαΐου 1969 ὑπογραφείσα Εθνοπαϊκή Σύμβουσις διὰ τὴν προ-
στασίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, τῆς ὁποίας τὸ
καίμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς
μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν, ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Convention - Européenne
pour la Protection
du Patrimoine Archéologique.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signa-
taires, de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est
de réaliser une union plus étroite entre ses Membres
afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les
idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Vu la Convention culturelle européenne signée à
Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 5;

Affirmant que le patrimoine archéologique est un
élément essentiel pour la connaissance du passé des
civilisations;

Reconnaissant que la responsabilité morale de la
protection du patrimoine archéologique européen, source
de l'histoire européenne la plus ancienne, gravement
menacé de destruction tout en concernant au premier
chef l'Etat intéressé, incombe à l'ensemble des Etats
européens;

Considérant que le point de départ de cette protection
devrait être l'application des méthodes scientifiques les
plus rigoureuses aux recherches ou découvertes archéo-
logiques en vue de préserver leur pleine signification
historique et que toute fouille clandestine en tant que
cause de destruction irrémédiable d'informations scien-
tifiques doit être en conséquence rendue impossible;

Considérant que la garantie scientifique ainsi donnée
aux biens archéologiques :

(a) répondrait aux intérêts des collections notam-
ment publiques, et

(b) contribuerait à un nécessaire assainissement du
marché des objets provenant des fouilles;

Considérant qu'il y a lieu d'interdire les fouilles
clandestines et d'instituer un contrôle de caractère
scientifique des biens archéologiques ainsi que d'œuvrer
par voie éducative à donner aux fouilles archéologiques
toute leur signification scientifique,

Sont convenus ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, sont considérées
biens archéologiques les vestiges, et les objets ou toutes
autres traces de manifestations humaines, constituant un
témoignage d'époques et de civilisations dont la
principale ou une des principales sources d'information
scientifique est assurée par des fouilles ou par des
découvertes.

Article 2

Afin d'assurer la protection des gisements et ense-
mbles recelant des biens archéologiques, chaque Partie
Contractante s'engage à prendre, dans la mesure du
possible, les dispositions nécessaires en vue de :

(a) délimiter et protéger les sites ensembles d'inté-
rêt archéologique;

(b) constituer des zones de réserve pour la conser-
vation de témoignages matériels à fouiller par des
générations futures d'archéologues.

Article 3

Pour garder aux fouilles archéologiques dans les
sites, ensembles et zones désignés conformément à
l'article 2 de la présente Convention toute leur signi-
fication scientifique, chaque Partie Contractante s'
engage, dans la mesure du possible, à :

(a) interdire et réprimer les fouilles clandestines;

(b) prendre toutes mesures utiles afin que l'exé-
cution de fouilles archéologiques ne soit confiée qu'à
des personnes qualifiées et après autorisation spéciale;

(c) assurer le contrôle et la conservation des résul-
tats obtenus.

Article 4

1. Chaque Partie Contractante s'engage, pour faci-
liser l'étude et la diffusion de la connaissance des
découvertes de biens archéologiques, à adopter toutes
dispositions pratiques possibles en vue de la publica-
tion scientifique des résultats des fouilles et des décou-
vertes, laquelle doit être rapide et intégrale.

2. En outre, chaque Partie Contractante étudiera
les moyens de :

(a) recenser les biens archéologiques nationaux pu-
blics et, si possible, privés;

(b) réaliser un catalogue scientifique des biens
archéologiques nationaux publics et, si possible, privés.

Article 5

Eu égard aux objectifs scientifiques, culturels et
éducatifs de la présente Convention, chaque Partie
Contractante s'engage à :

(a) faciliter la circulation des biens archéologiques
pour des buts scientifiques, culturels et éducatifs;

(b) favoriser les échanges d'information sur

(i) les biens archéologiques

(ii) les fouilles licites et illicites

entre institutions scientifiques, musées et services
nationaux compétents;

(c) mettre tout en oeuvre pour porter à la connais-
sance des instances compétentes de l'Etat d'origine,
Partie Contractante à cette Convention, toute offre
suspecte de provenance de fouilles clandestines ou de
détournement de fouilles officielles et toutes précisions
nécessaires à son sujet,

(d) entreprendre une action éducative en vue d'
éveiller et de développer auprès de l'opinion publique
une conscience de la valeur des biens archéologiques
pour la connaissance du passé des civilisations et du
péril que représentent pour ce patrimoine les fouilles
incontrôlées.

Article 6

1. Chaque Partie Contractante s'engage à prendre,
suivant les besoins, les mesures de collaboration les
plus opportunes, afin que la circulation internationale
des biens archéologiques ne porte atteinte en aucune
manière à l'action de protection des éléments cul-
turels et scientifiques liés à ces biens.

2. Chaque Partie Contractante s'engage, plus spé-
cialement :

(a) en ce qui concerne les musées et les autres insti-
tutions similaires dont la politique d'achats est sou-
mise au contrôle de l'Etat, à prendre les mesures né-
cessaires afin que ceux-ci n'acquiescent pas des biens
archéologiques suspects, pour un motif précis, de pro-
venir de fouilles clandestines ou de détournement de
fouilles officielles;

(b) pour les musées et autres institutions similaires, situés sur le territoire d'une Partie Contractante mais dont la politique d'achats n'est pas soumise au contrôle de l'Etat :

(i) à leur transmettre le texte de la présente Convention, et

(ii) n'épargner aucun effort pour obtenir l'adhésion desdits musées et institutions aux principes exprimés au paragraphe précédent;

(c) à restreindre, autant que possible, par une action d'éducation, d'information, de vigilance et de coopération, le mouvement des biens archéologiques suspects, pour un motif précis, de provenir de fouilles clandestines ou de détournement de fouilles officielles.

Article 7

En vue d'assurer l'application du principe de coopération pour la protection du patrimoine archéologique qui est à la base de la présente Convention, chaque Partie Contractante, dans le cadre des engagements pris aux termes de la présente Convention, s'engage à prendre en considération tout problème portant sur des données d'identification et d'authentification soulevé par une autre Partie Contractante et à coopérer activement dans les limites de sa législation nationale.

Article 8

Les mesures prévues par la présente Convention ne peuvent pas constituer une limitation au commerce et à la propriété licites des objets archéologiques, ni affecter le régime juridique relatif à la transmission de ces objets.

Article 9

Chaque Partie Contractante notifiera en temps voulu au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures qu'elle aura pu prendre touchant l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 10

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 11

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention :

(a) tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui est Partie Contractante à la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954, pourra adhérer à la présente Convention;

(b) le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout autre Etat non membre à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 12

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout Etat adhérent, au moment

du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat signataire, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou à tout autre moment par la suite, ainsi que tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, peut étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 13 de la présente Convention.

Article 13

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 14

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 10;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12;
- e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 13 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 6 mai 1969, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΗΣ ΑΡΧΑΙΟΛΟΓΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

(Υιοθετηθείσα ἐν Λονδίῳ 6 Μαΐου 1969)

Τὰ Κράτη Μέλῃ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὡς ὑπογράφονται, θεωροῦντα ὅτι ὁ σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ ἐπίτευξις μεγαλυτέρας ἐνότητος μεταξὺ τῶν Μελῶν του διὰ τὸν σκοπὸν, ἰδιαιτέρως, τῆς προφυλάξεως καὶ πραγματοποιήσεως τῶν ἱδανικῶν καὶ τῶν ἀρχῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἡ κοινὴ των Κληρονομία.

Σεβόμενα τὴν Εὐρωπαϊκὴν Πολιτιστικὴν Σύμβασιν, ὑπογράψισαν ἐν Παρισίοις τὴν 19ην Δεκεμβρίου 1954 καὶ μεταξὺ ἄλλων τὸ ἀρθρον 5 αὐτῆς τῆς Συμβάσεως.

Πιστοποιοῦντα ὅτι ἡ Ἀρχαιολογικὴ Κληρονομία εἶναι οὐσιώδης διὰ τὴν γνῶσιν τῆς ἱστορίας τῶν πολιτισμῶν.

Ἀναγνωρίζοντα ὅτι ἐφ' ὅσον ἡ ἡθικὴ εὐθύνη διὰ τὴν προστασίαν τῆς Εὐρωπαϊκῆς ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, τῆς ἀρχαιοτέρας πηγῆς τῆς Εὐρωπαϊκῆς ἱστορίας ἡ ὁποία ἀπειλεῖται σοβαρῶς μετὰ καταστροφὴν, ἀνήκει κατ' ἀρχὴν εἰς τὸ ἀμέσως ἐνδιαφερόμενον Κράτος, ἐνδιαφέρει ἐπίσης ἀπὸ κοινού τὰ Εὐρωπαϊκὰ Κράτη·

Θεωροῦντα ὅτι τὸ πρῶτον βῆμα διὰ τὴν προστασίαν αὐτῆς τῆς Κληρονομίας πρέπει νὰ εἶναι ἡ ἐφαρμογὴ τῶν πλέον αὐστηρῶν ἐπιστημονικῶν μεθόδων εἰς τὴν ἀρχαιολογικὴν ἔρευναν ἢ τὰς ἀνακαλύψεις, μετὰ σκοπὸν τὴν διατήρησιν τῆς πλήρους ἱστορικῆς τῶν σημασίας καὶ τὴν προφύλαξιν ἀπὸ ὀριστικῆς ἀπώλειαν ἐπιστημονικῶν πληροφοριῶν, ἡ ὁποία δυνατόν νὰ προέλθῃ ἀπὸ παρανόμους ἀνασκαφάς·

Θεωροῦντα ὅτι ἡ ἐπιστημονικὴ προστασία τοιοῦτοτρόπως ἐγγυωμένη γιὰ τὰ ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα:

α) θὰ ἐνδιεφέρετο, ἰδιαιτέρως, διὰ τὰς δημοσίας συλλογὰς καὶ

β) θὰ προήγαγε μίαν ἀναγκασιότατην ἀναμόρφωσιν τῆς ἀγορᾶς τῶν ἀρχαιολογικῶν εὐρημάτων·

Θεωροῦντα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ ἀπαγορεύσῃ τὰς παρανόμους ἀνασκαφὰς καὶ νὰ καθιερώσῃ ἓνα ἐπιστημονικὸν ἔλεγχον τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων καθὼς καὶ νὰ ἐπιδιώξῃ μὲσω τῆς ἐκπαιδεύσεως νὰ δώσῃ εἰς τὰς ἀρχαιολογικὰς ἀνασκαφὰς τὴν πλήρη ἐπιστημονικὴν τὴν σημασίαν,

Συμφωνοῦν ὡς ἀκολούθως:

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς συμβάσεως ὅλα τὰ εὐρήματα καὶ ἀντικείμενα ἢ καὶ ἄλλον ἴχνος ἀνθρωπίνης ὑπάρξεως, τὸ ὁποῖον μαρτυρεῖ δι' ἐποχὰς καὶ πολιτισμούς, διὰ τοὺς ὁποίους ἀνασκαφαὶ ἢ ἀνακαλύψεις εἶναι ἡ κυρία πηγὴ ἢ μία ἀπὸ τὰς κυρίας πηγὰς τῆς ἐπιστημονικῆς πληροφορήσεως, θὰ θεωροῦνται ὡς ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα.

Ἄρθρον 2.

Μετὰ σκοπὸν τὴν διασφάλισιν τῆς προστασίας τῶν μὴ ἀνακαλυφθέντων εἰσέτι ἀντικειμένων καὶ περιοχῶν ὅπου κείνται κρυμμένα ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ λάβῃ τοιαῦτα μέτρα, καθ' ὅσον εἶναι τοῦτο δυνατόν, ὥστε:

α) νὰ περιορίσῃ καὶ νὰ προστατεύσῃ θέσεις καὶ περιοχὰς ἀρχαιολογικοῦ ἐνδιαφέροντος·

β) νὰ δημιουργήσῃ ἐφεδρικὰς ζῶνας διὰ τὴν διατήρησιν τῆς ὕλικῆς μαρτυρίας, ἡ ὁποία θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἐρεύνης ὑπὸ μεταγενεστέρων γενεῶν ἀρχαιολόγων.

Ἄρθρον 3.

Διὰ νὰ προσδώσῃ καθαρῶς ἐπιστημονικὸν χαρακτῆρα εἰς τὰς ἀρχαιολογικὰς ἀνασκαφὰς, αἱ ὁποῖαι ἐνεργοῦνται εἰς θέσεις, περιοχὰς καὶ ζῶνας ὀριζομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης συμβάσεως, κάθε συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει ὅσον τὸ δυνατόν νὰ:

α) ἀπαγορεύῃ καὶ ἀποφεύγῃ τὰς παρανόμους ἀνασκαφὰς·

β) λαμβάνῃ τὰ ἀπαραίτητα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅτι αἱ ἀνασκαφαὶ ἀνατίθενται κατόπιν ἐιδικῆς ἐξουσιοδοτήσεως μόνον εἰς πρόσωπα ἔχοντα τὰ κατάλληλα προσόντα·

γ) ἐξασφαλίσῃ τὸν ἔλεγχον καὶ διατήρησιν τῶν προκυπτόντων ἀποτελεσμάτων.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μελέτης καὶ διαδόσεως τῶν πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀνακαλύψεων, νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ πρακτικὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ταχύτεραν καὶ πληρεστέραν διάδοσιν τῶν πληροφοριῶν δι' ἐπιστημονικῶν ἐκδόσεων σχετικῶς πρὸς τὰς ἀνασκαφὰς καὶ ἀνακαλύψεις.

2. Ἐπὶ πλεόν, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος θὰ μελετήσῃ τρόπους καὶ μέσα διὰ νὰ:

α) δημιουργήσῃ μίαν Κρατικὴν Ὑπηρεσίαν ἀνευρέσεως τῶν εἰς χεῖρας τοῦ δημοσίου, ὅπου δὲ εἶναι δυνατόν καὶ τῶν εἰς χεῖρας ἰδιωτῶν, ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων·

β) προετοιμάσῃ ἓνα ἐπιστημονικὸν κατάλογον τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων εἰς χεῖρας τοῦ δημοσίου καὶ ὅπου εἶναι δυνατόν καὶ τῶν εἰς χεῖρας ἰδιωτῶν.

Ἄρθρον 5.

Ἐχόν ὑπόψιν τοὺς ἐπιστημονικοὺς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς συμβάσεως, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ:

α) διευκολύνῃ τὴν διάδοσιν τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων διὰ ἐπιστημονικοὺς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς·

β) ἐνθαρρύνῃ ἀνταλλαγὰς πληροφοριῶν ἐπὶ:

I) ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων,

II) νομίμων καὶ παρανόμων ἀνασκαφῶν μεταξὺ ἐπιστημονικῶν ἰδρυμάτων, μουσείων καὶ ἀρμοδίων κρατικῶν ὑπηρεσιῶν·

γ) πράξῃ πᾶν ὅ,τι δύναται διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅπως αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Κρατῶν προσελεύσεως, Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἐνημεροῦνται (μεθ' ὅλων τῶν ἀπαραιτητῶν λεπτομερειῶν) διὰ κάθε προσφορὰν διὰ τὴν ὁποίαν ὑπάρχουν ὑποψία: ὅτι προέρχεται εἴτε ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν εἴτε παρανόμως ἐξ ἐπισήμων ἀνασκαφῶν·

δ) ἐπιδιώξῃ δι' ἐκπαιδευτικῶν μέσων νὰ δημιουργήσῃ καὶ ἀναπτύξῃ εἰς τὴν κοινὴν γνώμην τὴν ἀντίληψιν τῆς ἀξίας τῶν ἀρχαιολογικῶν εὐρημάτων διὰ τὴν γνώσιν τῆς ἱστορίας τοῦ πολιτισμοῦ καὶ τὴν ἀπειλὴν ἐκ τῶν ἀνεξελέγκτων ἀνασκαφῶν διὰ τὴν κληρονομίαν ταύτην.

Ἄρθρον 6.

1. Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ συνεργάζεσθαι κατὰ τὸν πλέον κατάλληλον τρόπον οὕτως ὥστε νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅτι ἡ διακίνησις διεθνῶς τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων κατ' οὐδένα τρόπον θὰ ἐλάττωσιν τὴν προστασίαν τοῦ πολιτιστικοῦ καὶ ἐπιστημονικοῦ ἐνδιαφέροντος δι' αὐτὰ τὰ ἀντικείμενα.

2. Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει εἰδικώτερον:

α) ὅσον ἀφορᾷ τὰ μουσεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια ἰδρύματα, τῶν ὁποίων ὁ τρόπος ἀποκτήσεως (ΣΜ. ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων) εἶναι ὑπὸ Κρατικὸν ἔλεγχον, νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν προσκλήσεως ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων ὑπόπτων, διὰ κάποιον εἰδικὸν λόγον, διότι ἔχουν προέλθῃ ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν ἢ παρανόμως ἐκ νομίμων ἀνασκαφῶν·

β) ὅσον ἀφορᾷ τὰ μουσεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια ἰδρύματα, τὰ ἐγκατεστημένα εἰς τὴν περιοχὴν ἐνὸς συμβαλλομένου μέρους ἀλλὰ ἀπολαμβάνοντα ἐλευθερίας ἀπὸ τὸν Κρατικὸν ἔλεγχον εἰς τὸ σύστημα αὐτῶν ἀποκτήσεως (ΣΜ. ἀντικειμένων):

I) νὰ διαβιβάσῃ τὸ κείμενον αὐτῆς τῆς συμβάσεως·

II) νὰ μὴ φεισθῶσιν προσπάθειων διὰ νὰ ἐπιτύχουν ὅπως τὰ εἰρημένα μουσεῖα καὶ Ἰνστιτοῦτα ὑποστηρίζουν τὰς ἀρχὰς αἱ ὁποῖαι ἐξετέθησαν εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον·

III) νὰ περιορίσῃ, ὅσον τὸ δυνατόν, δι' ἐκπαιδεύσεως, πληροφορήσεως, ἐπαγρυπνήσεως καὶ συνεργασίας, τὴν διακίνησιν τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων, τῶν ὑπόπτων, διὰ κάποιον συγκεκριμένον λόγον εἴτε διότι ἔχουν προέλθῃ ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν εἴτε παρανόμως ἐκ νομίμων ἀνασκαφῶν.

Ἄρθρον 7.

Διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἀρχῆς τῆς συνεργασίας εἰς τὴν προστασίαν τῆς ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, ἡ ὁποία εἶναι ἡ βάσις αὐτῆς τῆς συμβάσεως, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ὑποχρεώσεων τὰς ὁποίας ἀπεδέχθη διὰ τῶν ὧν τῆς παρούσης συμβάσεως, νὰ διερευνᾷ κάθε ἐρώτημα περὶ τῆς ταυτότητος ἢ αὐθεντικότητος τιθέμενον ὑπὸ οἰοῦντοτε ἐτέρου συμβαλλομένου μέρους καὶ νὰ συνεργάζεσθαι δραστηρίως κατὰ τὴν ἐπιτρεπόμενην ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς του νομοθεσίας ἔκτασιν.

"Άρθρον 8.

Τὰ εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν προβλεπόμενα μέτρα δὲν δύνανται νὰ περιορίσουν τὴν νόμιμον ἐμπορείαν ἢ κτήσιν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων οὕτε νὰ προσβάλουν τοὺς νομικοὺς κανόνας οἱ ὅποιοι διέπουν τὴν μεταφορὰν τῶν.

"Άρθρον 9.

"Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος θὰ ἐνημερώσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ περὶ τῶν μέτρων τὰ ὅποια πιθανὸν νὰ ἔχει λάβῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

"Άρθρον 10.

1. Ἡ σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοιχτὴ δι' ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Αὕτη θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικυρώσιν ἢ ἀποδοχὴν. Ἐγγράφα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ἐγγράφου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ὅσον ἀφορᾷ εἰς ὑπογράφον Κράτος τὸ ὁποῖον ἐπικυρώνει ἢ ἀποδέχεται μεταγενεστέρως, ἡ σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του.

"Άρθρον 11.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς συμβάσεως τούτης:

α) οἰοδήποτε Κράτος μὴ—Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τὸ ὁποῖον εἶναι συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Πολιτιστικὴν Σύμβασιν τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Παρισίοις τὴν 19ην Δεκεμβρίου 1954, δύνανται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξ Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύνανται νὰ καλέσῃ ἕκαστον μὴ Μέλος Κράτος νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν.

2. Τοιαύτη προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ κατάθεσιν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἐνὸς ἐγγράφου προσχωρήσεως, ἢ ὁποῖα θὰ ἰσχύῃ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

"Άρθρον 12.

1. Ἐκαστον ὑπογράφον Κράτος, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς ἢ ἕκαστον προσχωροῦν Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του, θὰ διευκρινίζῃ τὴν περιοχὴν ἢ περιοχάς, εἰς τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν ἡ παρούσα σύμβασις.

2. Ἐκαστον ὑπογράφον Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του ἢ εἰς οἰανδήποτε μετέπειτα ἡμερομηνίαν ἢ ἕκαστον προσχωροῦν Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του ἢ εἰς οἰανδήποτε μετέπειτα ἡμερομηνίαν, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνόμενης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, δύνανται νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν παρούσαν σύμβασιν καὶ εἰς οἰανδήποτε ἄλλην περιοχὴν ἢ περιοχάς διευκρινιζόμενας εἰς τὴν δηλώσιν καὶ διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῆς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνον ἢ διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀναλαμβάνῃ εὐθύνας.

3. Οἰοδήποτε δηλώσις γενομένη κατ' ἀκολουθίαν τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται, ὅσον ἀφορᾷ εἰς οἰανδήποτε περιοχὴν ἀναφερομένην εἰς τοιαύτην δηλώσιν, νὰ ἀποσυρθῇ συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τοῦ ἀρθρου 13 τῆς παρούσης συμβάσεως.

"Άρθρον 13.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ εὐρίσκεται ἐν ἰσχύϊ ἐν Ἀπείρον.

2. Οἰοδήποτε συμβαλλόμενον μέρος δύναται, ἐφ' ὅσον ἐνδιαφέρεται, νὰ ἀποκηρύξῃ τὴν παρούσαν σύμβασιν διὰ εἰδοποιήσεως ἀπευθυνόμενης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Τοιαύτη ἀποκήρυξις θὰ ἐνεργοποιηθῇ ἐξ ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν παραλαβῆς τῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

"Άρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ εἰδοποιῇ τὰ Κράτη Μέλῃ τοῦ Συμβουλίου καὶ οἰοδήποτε Κράτος τὸ ὁποῖον ἔχει προσχωρήσει εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν διὰ:

α) οἰανδήποτε ὑπογραφήν·

β) οἰανδήποτε κατάθεσιν ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως·

γ) οἰανδήποτε ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' ἀκολουθίαν τοῦ ἀρθρου 10 αὐτῆς·

δ) οἰανδήποτε δηλώσιν ληφθησομένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἀρθρου 12·

ε) οἰανδήποτε εἰδοποίησιν ληφθησομένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 13 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἰσχύος τῆς ἀποκηρύξεως.

Εἰς μαρτυρίαν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογραφομένοι, ὄντες νομίμως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν σύμβασιν.

Γενομένη ἐν Λονδίνῳ τὴν 6ην Μαΐου 1969, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν καὶ τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων, εἰς ἐνιαῖον σῶμα, τὸ ὁποῖον θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ ἀποστείλῃ βεβαιωμένα ἀντίγραφα εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραφόντων καὶ προσχωρούντων Κρατῶν.

"Άρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ